



Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

<https://pace.coe.int>

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 15991

27 mai 2024

Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de la Finlande

Communication

Secrétaire Général·e de l'Assemblée parlementaire



Sommaire

Page

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de la Finlande	3
2. Informations sur la procédure nationale de sélection pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme	3
Annexe 1 – Curriculum vitae de Pekka AALTO	6
Annexe 2 – Curriculum vitae de Satu HEIKKILA	9
Annexe 3 – Curriculum vitae de Juha LAVAPURO	16

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de la Finlande¹

Note verbale de la Représentation permanente de la Finlande auprès du Conseil de l'Europe, à M^{me} Chatzivassiliou-Tsovilis, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire, du 13 mai 2024

Le ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et en référence à la lettre du 21 avril 2023 de la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Despina Chatzivassiliou-Tsovilis, concernant l'élection d'un juge à la Cour européenne des au titre des droits de l'homme, de la Finlande, a l'honneur de lui soumettre, par ordre alphabétique, les noms et curriculum vitae des candidats suivants inclus par le Gouvernement finlandais dans sa liste de candidats, ainsi que des informations sur la procédure par laquelle les candidats ont été sélectionnés, dans les deux langues officielles.

- Docteur en droit, LL.M., formation de magistrat du siège (M.) Pekka AALTO;
- Docteur en droit, LL.M., Master en sciences économiques, Master en sciences sociales, Master 2 droit et études européennes (Mme) Satu HEIKKILA; et
- Docteur en droit, LL.M. (M.) Juha LAVAPURO.

2. Informations sur la procédure nationale de sélection pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme

[...]

La Finlande a réformé, en 2010, les procédures de nomination des candidats aux postes de juges ou de membres des cours et tribunaux internationaux et de la Cour de justice de l'Union européenne, en modifiant la loi sur les nominations judiciaires (laki tuomareiden nimittamisesta, lag om utnämning av domare; 205/2000) par la loi 741/2010 entrée en vigueur le 1er novembre 2010. L'objectif de cette réforme était d'accroître la transparence du processus décisionnel et de favoriser la nomination des meilleurs candidats possibles. La réforme a également apporté cohérence et uniformité aux procédures de nomination et a renforcé le principe de bonne gouvernance.

En 2016, la loi sur la nomination des candidats aux postes de juges ou de membres des cours et tribunaux internationaux et de la Cour de justice de l'Union européenne (laki ehdokkaiden nimeamisesta kansainvalisten tuomioistuinten ja Euroopan unionin tuomioistuimen tuomarin ja jäsenen tehtäviin, lag om nominering av kandidater för uppdrag som domare vid eller ledamot av internationella domstolar och Europeiska unionens domstol; 676/2016) a été promulguée et est entrée en vigueur le 1er janvier 2017. La loi prévoit des dispositions relatives à la nomination des candidats aux postes de juges ou de membres des cours et tribunaux internationaux et de la Cour de justice de l'Union européenne de manière similaire à la loi sur les nominations judiciaires.

Conformément à l'article 6 de la loi susmentionnée, les candidats aux postes de juges ou de membres des cours et tribunaux internationaux, y compris la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), sont nommés par le gouvernement lors de sa session plénière.

La loi établit un comité consultatif d'experts permanent (asiantuntijaneuvottelukunta, sakkunnigdelegation), chargé de préparer ces nominations (article 3). Conformément à l'article 3 de la loi, ce comité est nommé par le gouvernement lors de sa session plénière pour un mandat de six ans. Conformément à l'article 4 de la loi, le comité est composé de neuf membres, à savoir des représentants du Secrétariat général du gouvernement, du ministère des Affaires étrangères, du ministère de la Justice, de la Cour suprême, de la Cour administrative suprême, du bureau du procureur général, de l'Association du Barreau finlandais et d'un représentant des entités universitaires chargées de la recherche et de l'enseignement dans le domaine juridique. Il comprend également un représentant du ministère compétent. En outre, les membres de la Cour permanente d'arbitrage sont membres du comité. Un suppléant est nommé pour chaque membre. Le conseil consultatif d'experts actuel a été nommé par le gouvernement le 30 mars 2023. Son mandat a débuté le 1er avril 2023 et prendra fin le 31 mars 2029.

Lors de l'établissement de la liste des candidats au poste de juge à la CEDH, le ministère des Affaires étrangères est le ministère compétent. Il engage la procédure en notifiant au comité la vacance du poste et en publiant un appel à candidatures.

1. Les curriculum vitae sont présentés et publiés tels que soumis par le Gouvernement de la Finlande.

L'article 2 de la loi sur la nomination des candidats aux postes de juges ou de membres des cours et tribunaux internationaux et de la Cour de justice de l'Union européenne prévoit que les postes de juges ou de membres des cours et tribunaux internationaux et de la Cour de justice de l'Union européenne pour lesquels la Finlande nomme un ou plusieurs candidats nationaux doivent être annoncés avant que les candidats ne soient nommés. L'avis de vacance est publié de manière appropriée. Seules les personnes ayant fait acte de candidature peuvent être présentées comme candidats.

Une procédure de candidature publique a été organisée pour la nomination nationale des candidats au poste de juge à la CEDH, conformément à l'article 2 de la loi. Un appel à candidatures concernant ce poste a été publié (en finnois et en suédois) sur le site du ministère des Affaires étrangères le 1er août 2023. Dans cet appel, les critères d'attribution du poste ont été précisés et les personnes intéressées ont été invitées à soumettre leur candidature écrite au ministère des Affaires étrangères avant la fin des heures de bureau à 16h15 le 22 septembre 2023.

L'appel a également été envoyé pour information (en finnois et en suédois) par courrier électronique à la Cour suprême, à la Cour administrative suprême, à toutes les cours d'appel, à tous les tribunaux administratifs, au tribunal administratif d'Åland, au tribunal des assurances, au tribunal du travail de Finlande, à l'administration nationale des tribunaux, au bureau du procureur général, au bureau du Chancelier de la Justice, au bureau du médiateur du Parlement, au Centre des droits de l'homme, au Barreau finlandais, à l'Association finlandaise des juges, à l'Association des juristes de Finlande et aux universités proposant des cours de droit.

En outre, l'appel a été publié dans les principaux journaux nationaux, Helsingin Sanomat (en finnois) et Hufvudstadsbladet (en suédois), le 13 août 2023.

Il a également été partagé à deux reprises sur le réseau social X.

Le ministère des Affaires étrangères a reçu au total six (6) candidatures dans le délai susmentionné et les a toutes soumises au comité consultatif d'experts.

La nomination nationale des candidats a été préparée par le comité consultatif d'experts. Le comité s'est réuni le 2 octobre 2023 pour discuter des personnes qui ont postulé et pour décider des personnes à interviewer. Le comité a interviewé quatre candidats le 9 novembre 2023. Les mêmes questions ont été posées à tous les candidats. Des questions leur ont également été posées en anglais et en français.

Dans le cadre d'une procédure écrite en décembre 2023 (du 4 au 8 décembre), le comité a examiné et adopté une déclaration contenant une proposition d'une liste de trois candidats à nommer pour l'élection d'un juge à la CEDH au titre de la Finlande.

Les critères énoncés par les organes du Conseil de l'Europe concernant les juges de la CEDH ont été pris en compte lors de l'établissement de la liste des candidats. Les critères étaient exprimés dans l'appel à candidatures. Le comité a appliqué ces critères lors de l'établissement de sa proposition de liste de trois candidats. Il a accordé une attention particulière à l'équilibre entre les sexes dans la liste des candidats énoncé dans la Résolution 1366 (2004) de l'Assemblée parlementaire telle que modifiée par les Résolutions 1426 (2005), 1627 (2008), 1841 (2011), 2002 (2014) et 2278 (2019) et dans les Lignes directrices du Comité des Ministres sur la sélection des candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme (CM(2012)40-final telles qu'amendées par le CM/Del/Dec(2014)1213/1.5-app5). La maîtrise d'au moins une des langues officielles du Conseil de l'Europe était requise.

Le ministre des Affaires étrangères a le pouvoir discrétionnaire de présenter la liste au gouvernement lors de sa session plénière; celui-ci prend la décision finale sur la liste des candidats à présenter à l'Assemblée parlementaire. Le ministre des Affaires étrangères a présenté la liste des trois candidats proposés par le comité consultatif d'experts, et le gouvernement a nommé lesdits candidats, (M.) Pekka AALTO, Docteur en droit, LL.M., formation de magistrat du siège, (M.) Juha LAVAPURO, Docteur en droit, LL.M., et (Mme) Paivi PIETARINEN, Maîtrise en droit, maîtrise en sciences politiques, lors de sa session plénière du 21 décembre 2023.

(Mme) Paivi PIETARINEN, Master en droit, Master en sciences politiques, a annoncé le 5 avril 2024 qu'elle n'était pas disponible pour le poste de juge à élire à la CEDH au titre de la Finlande et a retiré sa candidature présentée en septembre 2023. Il était donc nécessaire de mettre à jour la liste des trois candidats de la Finlande en proposant un nouveau candidat pour remplacer M^{me} PIETARINEN.

Le comité consultatif d'experts s'est réuni pour discuter de l'éventuel complément de la liste des candidats, a examiné et adopté, dans le cadre d'une procédure écrite (entre le 5 et le 11 avril 2024), une déclaration sur le complément de la liste des candidats à l'élection d'un juge à la CEDH au titre de la Finlande.

Le comité consultatif d'experts a estimé qu'il était possible de sélectionner le troisième candidat parmi les personnes qui avaient déjà postulé au poste sans procéder à de nouveaux entretiens et à une nouvelle procédure de candidature. En outre, la déclaration du comité n'a pas modifié sa déclaration précédente, examinée et adoptée dans le cadre d'une procédure écrite en décembre 2023 (entre le 4 et le 8 décembre 2023), concernant les candidats M. Pekka AALTO et M. Juha LAVAPURO.

Les critères définis par les organes du Conseil de l'Europe concernant les juges de la CEDH ont été appliqués par le comité consultatif d'experts lorsqu'il a établi sa proposition pour le nouveau candidat. Le comité a pris en compte les lignes directrices du Comité des Ministres sur la sélection des candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme (CM(2012)40-final tel qu'amendé par CM/Del/Dec(2014)1213/1.5-app5) et a noté, entre autres, que les candidats doivent avoir une connaissance du ou des systèmes juridiques nationaux et du droit international public et qu'une expérience pratique du droit est également souhaitable. Le comité a également noté, entre autres, que lors de l'évaluation des candidats, la capacité d'interpréter et d'appliquer le droit, comme l'exige la fonction de juge suprême, doit être prise en compte et qu'une attention particulière doit être accordée à la durée et à l'étendue de l'expérience professionnelle pertinente pour la tâche, mais aussi aux mérites académiques et autres mérites juridiques.

Le comité a accordé une attention particulière à l'équilibre entre les sexes dans la liste des candidats figurant dans la Résolution 1366 (2004) de l'Assemblée parlementaire telle que modifiée par les Résolutions 1426 (2005), 1627 (2008), 1841 (2011), 2002 (2014) et 2278 (2019) et dans les Lignes directrices du Comité des Ministres sur la sélection des candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme (CM(2012)40-final tel qu'amendé par CM/Del/Dec(2014)1213/1.5-app5). La maîtrise d'au moins une des langues officielles du Conseil de l'Europe était requise.

Le ministre des Affaires étrangères a présenté la nouvelle candidate proposée par le comité consultatif d'experts, et le gouvernement a nommé ladite candidate, (Mme) Satu HEIKKILA, Docteur en droit, LL.M., Master en sciences économiques, Master en sciences sociales, Master 2 droit et études européennes lors de sa session plénière du 25 avril 2024.

Annexe 1 – Curriculum vitae de Pekka AALTO

I. État civil

Nom, prénom: AALTO, Pekka

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: le 12 octobre 1966 à Helsinki (Finlande)

Nationalité: finlandaise

II. Études et diplômes, et autres qualifications

- 2014 Eurooppaoikeuden dosentti (Professeur associé de droit européen) Université de Turku, Université de Helsinki
- 2010 Oikeustieteen tohtori (doctorat), Université de Turku
- 1999 Oikeustieteen lisensiaatti (master), Université de Helsinki
- 1994 Master d'études approfondies en droit communautaire européen. Collège d'Europe, Bruges
- 1993 Varatuomari (titre accordé après stage de formation dans une juridiction), Cour d'appel de Turku
- 1992 Oikeustieteen kandidaatti (licence), Université de Turku

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

- 2017–2020 Cour administrative suprême, juge
- 2009–2015 Cour de justice de l'Union européenne (Luxembourg), référendaire, cabinet de M. l'avocat général Jääskinen
- 2000–2002 Cour de justice de l'Union européenne (Luxembourg), référendaire, cabinets de MM. les Juges Sevón et Rosas
- 1992–1993 Vehmaan tuomiokunta (tribunal d'instance de Vehmaa), stage de formation dans une juridiction
- 2015–2016 Cour européenne des droits de l'homme, inscrit sur la liste contenant les noms des personnes réunissant les conditions exigées pour exercer la fonction de juge ad hoc

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- **2021– Cour de justice de l'Union européenne, Luxembourg, direction de recherche et de documentation, fonctionnaire titulaire**
- 2002–2009 Commission européenne, Bruxelles, membre du Service juridique
- 2015–2017 Expert national détaché 2002–2003, fonctionnaire titulaire 2003–2020, Équipe institutions 2002–2007, Équipe relations extérieures 2007–2009, 2015–2017 – Agent de la Commission européenne devant le Tribunal de Première Instance et la Cour de justice de l'Union européenne dans une soixantaine d'affaires, concernant diverses matières: adhésion à l'Union; dispositions institutionnelles (accès aux documents; régime linguistique); relations extérieures; politique étrangère et de sécurité commune; libre circulation des capitaux; citoyenneté de l'Union (droit d'entrée et de séjour); politique économique et monétaire (Euro); agriculture et pêche; législation phytosanitaire; fiscalité (droits d'accise, TVA); libre circulation des marchandises (restrictions quantitatives – mesures d'effet équivalent); dispositions financières (ressources propres); cohésion économique, sociale et territoriale; espace de liberté, de sécurité et de justice (coopération judiciaire en matière civile)
- 2002 Ministère de la Justice, Unité pour le droit européen, secrétaire de la législation,
- 1998–2000 conseiller de la législation
- 1994–1997

- 1993
- 1991–1992 Université de Turku, assistant de recherche

c. Description des activités professionnelles non juridiques

- 1997–1998 Eduskunta (Parlement finlandais), Commission des affaires étrangères, conseiller

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Application et mise en oeuvre des droits fondamentaux et des droits de l'homme, y compris la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme, au sein de la Cour administrative suprême, de la Commission européenne et de la Cour de justice de l'Union européenne

Un livre sur le droit de l'Union européenne en Finlande, comprenant un chapitre sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne par les juridictions finlandaises (à paraître en 2024).

Contribution à l'ouvrage *The EU Charter of Fundamental Rights* (Hart Publishing 2014)

Formation annuelle sur la Charte des droits fondamentaux à l'intention des magistrats (asessorit) auprès de Tuomioistuinvirasto, ensemble avec M. le Juge Antila de la Cour suprême

V. Activités publiques

Sans objet.

VI. Autres activités

1994–1999 Contribution aux travaux de l'Eduskunta, expert du ministère de la Justice, invité par diverses commissions parlementaires (25 affaires).

VII. Travaux et publications

36 publications, dont 2 monographies, 19 publications scientifiques and articles. Neuf publications en anglais, une en suédois.

Livres

- [2024] EU-oikeus Suomessa [Droit de l'Union européenne en Finlande], AlmaTalent, Helsinki (à paraître en 2024).
- 2011 Public Liability in EU law: Brasserie, Bergaderm and beyond, Hart Publishing, Oxford, xxxvii+240 p.
- 2000 Eurooppaoikeus [Droit de l'Union européenne], 3e édition, Kauppakaari, Helsinki (avec Kari Joutsamo, Antti Maunu et Heidi Kaila), lxx+1011 p.
- 1999 Jäsenvaltion vahingonkorvausvastuu EY-oikeudessa [Responsabilité de l'État membre de infraction du droit communautaire], Kauppakaari, Helsinki, xxxi+176 p.
- 1995 EU:n yhteistyö oikeus- ja sisäasioissa: Euroopan unionin kolmannen pilarin Oikeudelliset lähtökohdat, [Coopération de l'Union européenne dans les domaines de la justice et des affaires intérieures. Le troisième pilier de l'Union], Sisäasiainministeriö, poliisiosasto, Helsinki (avec Kari Joutsamo et Kirsi Pimiä), xxii+224 p.

Contributions dans les ouvrages collectifs

- 2014 Article 47, subsection V. "Damages for Breach of the Charter", in *The EU Charter of Fundamental Rights. A Commentary*, sous la direction de S. Peers – T. Hervey – J. Kenner – A. Ward, Hart Publishing, Oxford, p. 1235-1241.
- 1998 Encyclopædia Iuridica Fennica = Suomalainen oikeustietosanakirja. Kuudes osa: Kansainväliset suhteet, sous la direction de B. G. Eriksson, Suomalainen lakimiesyhdistys, Helsinki. Contributions suivantes: Acquis communautaire; Amsterdamin sopimus; Ecu (euro); Ensimmäisen periaate Euroopan yhteisöjen oikeudessa; Euroopan atomienergiayhteisö; Euroopan hiili- ja teräsyhteisö; Euroopan unioni; Euroopan unionin neuvosto; Euroopan valuuttajärjestelmä; Euroopan yhteisö(t);

Euroopan yhteisöjen komissio; Euroopan yhteisöjen lainsäädännön toimivaltaperuste; Euroopan yhteisöjen ulkosuhteet; Euroopan yhtenäisasiakirja; Eurooppa-neuvosto; Eurooppaoikeus; Hallitusten välinen konferenssi Euroopan unionissa; Lainsäädännön täytäntöönpano Euroopan yhteisössä; Maastrichtin sopimus; Primaarioikeus Euroopan yhteisöissä; Pääomien vapaa liikkuvuus Euroopan yhteisössä; Rooman sopimus; Suora sovellettavuus Euroopan yhteisöjen oikeudessa; Talous- ja rahaliitto; Välittömät oikeusvaikutukset Euroopan yhteisöjen oikeudessa; Yhteinen maatalouspolitiikka Euroopan yhteisössä, Yhteistyö oikeus- ja sisäasioissa

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
a. Première langue:									
Finois	X			X			X		
b. Langues officielles:									
– anglais	X			X			X		
– français	X			X			X		
c. Autres langues:									
suédois	X			X			X		
allemand	X					X			X
italien		X				X			X

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat

J'ai l'intention de suivre les cours de langue nécessaires.

X. Autres éléments pertinents

Sans objet.

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour

Je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.

Annexe 2 – Curriculum vitae de Satu HEIKKILÄ

I. État civil

Nom, prénom: HEIKKILÄ, Satu Marja

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 2 mars 1970 à Salo (Finlande)

Nationalité: finlandaise

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Études secondaires

- Baccalauréat (36/36, moyenne générale Laudatur), Lycée de Lauri (Laurin lukio), Salo, Finlande, 1990
- Étudiante dans le cadre d'un programme d'échange dans un lycée américain Western High School, Las Vegas, Nevada, 1987–1988

Diplômes et titres universitaires obtenus

. Faculté de droit: Master de droit (minimum de 160 unités de crédit (320 ECTS), moyenne générale 72/80, avec mention spéciale «excellente»), Université d'Helsinki, Finlande, 1991–1997

- Couvrant tous les domaines du droit dans le système juridique finlandais ainsi que le droit international privé, droit communautaire européen et le droit international
- Spécialisation: droit communautaire européen, droit international
- Thèse de master: Taannehtivan verolainsäädännön kieltä Suomen sekä Euroopan yhteisön oikeudessa – Oikeusturvanäkökohdat (Interdiction de la législation fiscale rétroactive dans le droit finlandais et communautaire – Aspects de sécurité juridique)

. Diplôme bilingue d'études approfondies en droit communautaire européen / Master in European Community Law (mention «bien» / «good»), Collège d'Europe, Bruges, Belgique, 1998–1999

- Cours sur le droit de l'Union européenne, le droit de la concurrence de l'Union européenne, les institutions de l'Union européenne, les recours judiciaires, la propriété intellectuelle, les droits fondamentaux et la sécurité européenne
- Spécialisation en droit de la concurrence de l'Union européenne
- Mémoire de master: The Rights of Third Parties in the Merger Procedure before the Commission and their Locus Standi

. École suédoise d'économie et d'administration des affaires: Master de science en économie (minimum de 160 unités de crédit (320 ECTS), enseignement dispensé en suédois), Svenska handelshögskolan, Helsinki, Finlande, 1995–2004

- Cours sur comptabilité, droit commercial, économie, gestion, marketing, statistiques, espagnol, allemand
- Spécialisation: Droit commercial
- Thèse de master: Rättsskyddet och offentliga upphandlingarna – Offentliga upphandlingarnas processuella aspekter i högsta förvaltningsdomstolens och EG-domstolens rättspraxis (Protection juridique et marchés publics – Les aspects procéduraux des marchés publics dans la jurisprudence de la Cour administrative suprême et de la Cour de justice des communautés européennes)

. Faculté des Sciences Sociales: Master des sciences sociales (minimum de 160 unités de crédit (320 ECTS)), Université d'Helsinki, Finlande, 2002–2007

- Cours sur histoire politique, sciences politiques, français
- Spécialisation: Histoire politique et sciences politiques

- Thèse de master: *...Tuomitaan täten kuolemanrangaistukseen, päätöksestä ei valitusoikeutta ... – Pikaioikeudet talvi- ja jatkosodassa 1939–1944* (... Sont condamnés à la peine de mort, il n'y a aucun droit de recours contre la décision... – Cours martiales sommaires pendant la guerre d'hiver et la guerre de continuation, 1939–1944

. Master 2 droit et études européennes – mention droits de l'homme (mention «Assez Bien», 120 ECTS), Université de Strasbourg, France, 2009–2010

- Cours sur la Convention européenne des droits de l'homme, les droits de l'homme dans l'Union européenne, le droit international des droits de l'homme, les droits fondamentaux comparés
- Spécialisation en Droits de l'homme en Europe
- Mémoire scientifique de master 2: L'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme en Finlande – Les spécificités finlandaises

. Faculté de droit: «Licentiate» en droit (60 unités de crédit d'études de troisième cycle et thèse de licentiate, mention Magna Cum Laude Approbatur), Université d'Helsinki, Finlande, 1999–2011

- Cours sur le droit européen, la théorie du droit, le droit international
- Spécialisation en droit constitutionnel
- Thèse de licentiate: L'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Efficacité du contrôle de l'exécution

. Faculté de droit: Doctorat en droit (40 unités de crédit d'études de troisième cycle et la thèse de doctorat), Université d'Helsinki, Finlande, 2011–2016

- Spécialisation en droit constitutionnel
- Soutenance publique de la thèse de doctorat «De l'arrêt définitif à la résolution finale – Efficacité de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme en Finlande» a eu lieu en avril 2016 à Helsinki, la thèse a été publiée en 2019

. Docteur en droit, double diplôme (*cotutelle*) avec les universités d'Helsinki et de Strasbourg, Université de Strasbourg, France, 2010–2016

- Spécialisation et détails, voir ci-dessus

. Professeure associée (*dosentti*) en droits de l'homme, Faculté de droit, Université de Laponie, depuis 2024

Études universitaires séparées et autres cours

- Études des langues nordiques (24 unités de crédit), Université d'Helsinki, 1990–1993
- Études de la philologie anglaise pour les étudiants de droit (40 unités de crédit), Université d'Helsinki, 1996–2003
- Études de la philologie française (62 unités de crédit), Université d'Helsinki, 2003–2008
- Cours sur le management suivis au Conseil de l'Europe (Introduction à la Gestion DH et formation LEAD et évaluation des 360 degrés), 2011–2012
- Études de la littérature finlandaise (60 unités de crédit), Université d'Helsinki, 2015–2017
- Études sur la pédagogie universitaire (10 unités de crédit), Université d'Helsinki, 2017
- Études de la psychologie (40 unités de crédit), Université d'Helsinki, depuis 2020

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

. Juriste stagiaire au cabinet du juge Tiili, Tribunal de première instance des Communautés européennes, Luxembourg, du 1^{er} mars 1998 au 31 juillet 1998

- Participation à la préparation des documents juridiques internes
- Tous les documents ont été rédigés en français

. Référendaire (T11, échelle T5–T17), Cour administrative suprême, Helsinki (Finlande), du 1^{er} juin 2001 au 30 avril 2004

- Spécialisation en marchés publics et droit de la concurrence
- J'ai été nommée référendaire permanente (T11) le 1^{er} janvier 2004

. Juge temporaire du tribunal du marché (T11), Tribunal du marché, Helsinki (Finlande), du 1^{er} mai 2004 au 30 octobre 2004

- Spécialisation en marchés publics et droit de la concurrence

. Juriste référendaire et rapporteur non judiciaire (A2, A3 depuis 2010), Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe, depuis 1^{er} septembre 2007

- Responsable de toutes les affaires introduites contre la Finlande et de la plupart des affaires de juge unique, des demandes présentées en vertu de l'article 39 du Règlement de la Cour et de toutes les affaires de chambre portées contre la Suède
- Juriste chargée également du traitement des affaires de chambre introduites contre l'Arménie, l'Islande et la Norvège
- Juriste principal dans trois affaires de Grande Chambre finlandaises et dans une affaire de Grande Chambre suédoise et deuxième juriste dans plusieurs autres affaires de Grande Chambre
- Rapporteur non judiciaire pour la Finlande (2010–2021), la Suède (2017–2021) et l'Arménie (2017–2018)
- Contrôleuse de qualité à l'unité de l'article 39 du Règlement de la Cour (2018–2021)
- Formatrice interne de la Cour (2017–2021)
- Coordinatrice pour la coopération nordique
- Juriste chargée du partage des connaissances en matière d'immigration, de liberté d'expression et d'exécution

. Juge administratif, Tribunal administratif d'Helsinki, Finlande, depuis le 1^{er} janvier 2022 (poste permanent (T13) le 1^{er} juillet 2023)

- Dans la composition de trois juges, j'interviens tour à tour soit comme membre rapporteur, soit comme membre vérificateur de la qualité vérifiant les projets préparés par les référendaires ou autres juges ou comme président de la composition
- Dans le cadre d'une composition, je traite, entre autres, des affaires d'aides d'État, d'aide juridique, des prestations sociales, des affaires de santé mentale et de garde d'enfant, d'immigration et citoyenneté, des affaires fiscales et des affaires concernant la comptabilité, l'électricité et la sécurité des produits
- En tant que juge unique, je décide principalement des affaires manifestement mal fondées
- Depuis le 1^{er} janvier 2023, je fais également partie d'une équipe chargée des mesures provisoires et je les décide en tant que juge unique

b. Description des activités juridiques non judiciaires

. Juriste assistante, Cabinet d'avocats Tero Siikonen Ky, Salo (Finlande), du 1^{er} juin 1995 au 31 août 1995

- Assistance des avocats du cabinet

. Juriste assistante et juriste, Cabinet d'avocats Ympäristö- ja Liikejuristit Oy, Helsinki (Finlande), du 15 septembre 1995 au 28 février 1998 et du 15 août 1998 au 15 septembre 1998

- Responsable pour contribuer aux études préparées par le cabinet, notamment dans le domaine du droit communautaire européen et du droit de l'environnement de recherche

. Secrétaire juridique (juriste) au service juridique du ministère des affaires étrangères, bureau de l'agent d'État auprès de la Cour de justice des Communautés européennes, Helsinki, Finlande, du 14 avril 1999 au 28 février 2001

- Responsable de la préparation des observations du Gouvernement finlandais dans les affaires pendantes devant la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg

. Secrétaire juridique (juriste) au service juridique du ministère des Affaires étrangères, bureau de l'agent d'État auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, Helsinki (Finlande), du 1er mars 2001 au 31 mai 2001

- Responsable de la préparation des observations du Gouvernement finlandais dans les affaires pendantes devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg

. Juriste / administratrice (grade A2), Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe, du 1er novembre 2004 au 30 août 2007

- Responsable des pays nordiques et baltes ainsi que plusieurs autres pays (notamment la République de Moldova, la République tchèque, Andorre et Saint-Marin)
- Participation régulière aux réunions du Comité des Ministres
- Responsable de l'établissement et du maintien des contacts bilatéraux avec les Représentations Permanentes et les autorités nationales compétentes
- Chargée de suivre et d'effectuer des recherches pour les informations pertinentes dans le domaine de l'exécution des arrêts

c. Description des activités professionnelles non juridiques

- Chargée de cours à Savonlinna Université d'été, Savonlinna, Finlande, Chargée des cours préparatifs pour la Faculté de droit d'avril à mai 1996
- Juriste-linguiste freelance, Département de traduction de la Cour de justice des Communautés européennes, Luxembourg, de 2001 à 2004, Traduction des jugements et décisions en anglais et en français vers le finnois
- **Chargée des cours au Master Euroculture et à la Faculté de Sciences Po de l'Université de Strasbourg**, depuis 2014, Chargée des cours sur le système européen de protection des droits de l'homme aux étudiants internationaux et français
- Intervenante à la Journée des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Turku, Finlande, 4 mai 2023
- Chargée des cours au programme de formation des référendaires de la cour d'appel d'Helsinki, Helsinki, 2023, Chargée des cours sur la jurisprudence de la Cour aux étudiants finlandais
- **Chargée des cours à l'EAPIL Winter School in European Private International Law, Université d'Insubria**, Como, Italie, depuis 2024, Chargée des cours sur la jurisprudence de la Cour aux étudiants internationaux

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 2001, je suis activement impliquée, et j'ai acquis une vaste expérience professionnelle dans différents domaines des droits de l'homme.

Après avoir obtenu mon diplôme de la faculté de droit où les droits de l'homme faisaient partie du programme d'études, j'ai eu mon premier contact avec les droits de l'homme dans la vie professionnelle en tant que juriste au bureau de l'agent d'État auprès de la Cour européenne des droits de l'homme en 2001. À ce titre, j'étais responsable de la préparation des observations pour le Gouvernement finlandais dans les affaires contre la Finlande pendantes devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Cela m'a donné une expérience précieuse du point de vue du gouvernement.

En 2004, j'ai réussi un concours de grade A pour le Conseil de l'Europe et j'ai commencé à travailler comme juriste au Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Pendant les trois années où j'ai travaillé dans ce service, j'étais chargée de suivre l'exécution des arrêts de la Cour contre tous les pays nordiques et baltes, ainsi que plusieurs autres pays (notamment la République de Moldova, la République tchèque, Andorre et Saint-Marin). J'étais chargée de préparer des notes pour chacune des affaires, en anglais et en français, pour examen par le Comité des Ministres. Mon travail a également consisté à participer régulièrement aux réunions du Comité des Ministres, à contacter les homologues gouvernementaux des pays dont j'étais responsable et à établir et maintenir des contacts bilatéraux tant avec les représentations permanentes qu'avec les autorités nationales compétentes. Je répondais également aux questions des requérants et des ONG et leur prodiguais des conseils. En outre, j'étais également chargée de suivre et d'effectuer des recherches pour les informations pertinentes dans le domaine de l'exécution des arrêts.

J'ai commencé à travailler à la Cour européenne des droits de l'homme en 2007. Au cours de ma carrière à la Cour, j'ai traité non seulement des affaires introduites contre la Finlande, mais aussi amplement des affaires introduites contre la Suède, l'Arménie, l'Islande et la Norvège. J'ai eu l'occasion de travailler en tant que rapporteur non judiciaire pour la Finlande à partir de 2010, la Suède à partir de 2017, et l'Arménie entre 2017 et 2018. En outre, j'ai rédigé presque toutes les affaires communiquées contre la Finlande depuis 2010 et de nombreuses affaires de référence contre la Suède depuis 2017, ainsi qu'un certain nombre d'affaires de Grande Chambre, traitant, entre autres, des mariages homosexuels (*Hämäläinen c. Finlande*), de la liberté d'expression (*Pentikäinen c. Finlande*), de la protection des données (*Satakunnan Markkinapörssi Oy et Satamedia Oy c. Finlande*) et des questions d'immigration (*J.K. et autres c. Suède*). En avril 2018, j'ai commencé à travailler comme contrôleuse de qualité à l'unité de l'article 39 du Règlement de la Cour. Cette tâche a encore élargi mes connaissances et mon expérience en matière d'expulsion, d'extradition et d'immigration et m'a préparée à prendre des décisions rapides sur des questions extrêmement importantes et sous la pression constante du temps. Je suis l'une des formatrices internes de la Cour depuis 2017, formant principalement des collègues et des groupes de visiteurs, et j'ai également assuré le partage de connaissances, notamment, en matière de liberté d'expression et d'exécution.

En tant que sujet important de la protection des droits de l'homme au niveau national, l'exécution des arrêts m'a toujours été très chère et c'est pourquoi j'ai commencé très tôt à effectuer des recherches à ce sujet. Cela a abouti à un master en droits de l'homme en 2010 et à un licentiate en 2011 sur les droits de l'homme et l'exécution. En 2016, j'ai soutenu ma thèse de doctorat sur l'exécution des arrêts de la Cour en Finlande et obtenu mon titre de docteur à la fois à l'Université d'Helsinki et à l'Université de Strasbourg. Ma thèse de doctorat a été publiée en 2019.

Dans le cadre de la diffusion de la connaissance en matière des droits de l'homme, nous avons publié (avec Dr Päivi Hirvelä, ancienne juge de la Cour) un manuel sur la jurisprudence de la Cour en finnois en 2013, et la deuxième édition de cette publication est parue en 2017. En 2021, nous avons publié un manuel en anglais sur la jurisprudence de la Cour relative à l'article 6 et, en 2022, un autre manuel sur la jurisprudence relative à l'article 8. Actuellement, nous préparons notre troisième édition du manuel en finnois.

En outre, comme je suis intéressée par l'enseignement du droit en général et du droit international des droits de l'homme plus particulièrement, je donne régulièrement des cours sur le système de protection européenne des droits de l'homme et sur la jurisprudence de la Cour à l'Université de Strasbourg depuis 2014 aux groupes d'étudiants qui viennent de différents pays européens et non européens. Plus récemment, j'ai donné des cours en droits de l'homme aussi en Finlande. J'ai été l'une des intervenantes à la Journée des Droits de l'Homme en Finlande, organisée par le Conseil de l'Europe en mai 2023. Dernièrement, j'ai participé aussi à l'EAPIL Winter School in European Private International Law, à l'Université d'Insubria, Italie, où j'ai donné un cours sur la jurisprudence de la Cour aux étudiants internationaux.

J'ai récemment obtenu le titre de professeure associée (dosentti en finnois) en droits de l'homme dans la Faculté de droit de l'Université de Laponie, en Finlande.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Voir la section III ci-dessus.

b. Mandats électifs

Néant.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Néant.

VI. Autres activités

a. Domaine

Droit international, droit de la concurrence.

b. Durée

De 1995 à 2010, de 2002 à 2005 et depuis 2024 respectivement.

c. Fonctions

- Membre de la Société finlandaise du droit international (Ius Gentium)
- Membre de la Société finlandaise du droit de la concurrence (Suomen kilpailuoikeudellinen yhdistys r.y.)
- **Membre de l'Association du Droit International (ADI), Branche: Finlande**

VII. Travaux et publications

Articles

- Heikkilä, Satu: Prohibition of the Retroactive Application of Legislative Measures in the European Community Law (Interdiction de l'application rétroactive de mesures législatives dans le droit communautaire européen), The Finnish Yearbook of International Law, Volume IX (1998), Martinus Nijhoff Publishers, La Haye / Boston / Londres 2000, pp. 483-503
- Heikkilä, Satu: Euroopan ihmisoikeustuomioistuimen tuomioiden täytäntöönpanon valvonta (Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme), Lakimies, vol. 106, n° 1/2008, pp. 63-83

Livres

- Hirvelä, Päivi et Heikkilä, Satu: Ihmisoikeudet – Käsikirja EIT:n oikeuskäytäntöön (Droits de l'homme – Manuel à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme), Edita, Helsinki 2013 (805 pages)
- Hirvelä, Päivi et Heikkilä, Satu: Ihmisoikeudet – Käsikirja EIT:n oikeuskäytäntöön (Droits de l'homme – Manuel de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme), deuxième édition révisée, Alma Talent, Helsinki 2017 (1 395 pages)
- Heikkilä, Satu: From Final Judgment to Final Resolution – Effectiveness of the Execution of the Judgments of the European Court of Human Rights in Finland (De l'arrêt définitif à la résolution finale – Efficacité de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme en Finlande), Wolf Legal Publishers, Tilburg 2019 (487 pages)
- Hirvelä Päivi – Heikkilä, Satu: Right to a Fair Trial – A Practical Guide to the Article 6 Case-Law of the European Court of Human Rights (Droit à un procès équitable – Guide pratique à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'article 6), Intersentia, Cambridge – Anvers – Chicago 2021 (349 pages)
- Hirvelä Päivi – Heikkilä, Satu: Right to Respect for Private and Family Life, Home and Correspondence – A Practical Guide to the Article 8 Case-Law of the European Court of Human Rights (Droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance – Guide pratique à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'article 8), Intersentia, Cambridge – Anvers – Chicago 2022 (386 pages)
- Hirvelä, Päivi et Heikkilä, Satu: Ihmisoikeudet – Käsikirja EIT:n oikeuskäytäntöön (Droits de l'homme – Manuel de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme), troisième édition révisée, Alma Talent, sera publié en 2024

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
a. Première langue:									
Finnois (langue maternelle)	X			X			X		
b. Langues officielles:									
anglais	X			X			X		

français	X			X			X		
c. Autres langues:									
Suédois	X			X			X		
Norvégien	X				X			X	
Allemand	X				X			X	
Néerlandais	X				X			X	
Espagnol		X			X			X	
Italien		X				X			X
Turc			X			X			X

Le finnois est ma langue maternelle. Je maîtrise également parfaitement le suédois, deuxième langue officielle de Finlande, et dans laquelle j'ai rédigé des jugements. L'anglais est ma langue quotidienne depuis plus de 20 ans. Je suis également à l'aise en français et j'ai travaillé en français à plusieurs reprises.

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élue juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat

Je confirme.

X. Autres éléments pertinents

- Prix «Straight A's Scholar's High Honors», Western High School, Las Vegas, Nevada, 1987–1988
- Diplôme de l'école de musique (théorie de la musique, instrument, mention: très bien), Salo, Finlande 1990XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élue juge à la Cour.
- Programme d'Erasmus dans l'Université d'Utrecht, Utrecht, Pays-Bas, 1993–1994
- Staatsexamen Nederlands als tweede taal, Groningen, Pays-Bas, 1994
- Membre de l'équipe gagnante aux préliminaires européennes de 5ème concours international «Manfred Lachs Space Law Moot Court», Paris, France, 1996
- Membre de l'équipe gagnante aux épreuves finales de 5ème concours international «Manfred Lachs Space Law Moot Court», Pékin, Chine, 1996
- Zertifikat Deutsch als Fremdsprache (Goethe-Institut, Gesamtnote: sehr gut), Bruxelles, Belgique 1999

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous étiez élue juge à la Cour

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

Annexe 3 – Curriculum vitae de Juha LAVAPURO

I. État civil

Nom, prénom: LAVAPURO, Juha Mikael

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: le 29 février 1968 à Nokia (Finlande)

Nationalité: finlandaise

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Diplômes de droit

- Docteur en droit, Université de Turku, Faculté de droit, 2011

Le titre de ma thèse doctorale est «Uusi perustuslakikontrolli» (Le Nouveau Contrôle de Constitutionnalité). La thèse examine le contrôle constitutionnel à travers le prisme du dialogue constitutionnel pluraliste, qui reconnaît l'autorité superposée de divers acteurs constitutionnels nationaux et internationaux. Son argument principal est représenté, entre autres, dans Lavapuro, Ojanen, et Scheinin, «Le constitutionnalisme fondé sur les droits en Finlande et le développement du contrôle constitutionnel pluraliste», publié dans le Journal International de Droit Constitutionnel, Volume 9, Numéro 2, en avril 2011, aux pages 505–531

- Master en droit, Faculté de droit de l'Université de New York, 1999
- Licence en droit (équivalent d'un master), Université de Turku, 1994

Postes et titres académiques

- Professeur de droit public, Université de Turku (1.1.2018–31.12.2020, Niveau PR)
- Professeur de droit dans la société numérique (mandat à durée déterminée 1.1.2016–30.12.2017), Faculté de droit, Université de Turku
- Professeur agrégé (MCF), Département de droit public de l'École de gestion, Université de Tampere (Tenure track), 1.1.2014-31.12.2016
- Chercheur invité post-doctoral, L'Institut universitaire européen, septembre 2012–mai 2013
- Plusieurs postes de recherche/enseignement à durée déterminée, y compris un poste à durée déterminée de professeur de droit international à l'Université de Turku, Faculté de droit, Université de Turku 1995-
- Titre du professeur: Docent de droit constitutionnel, Université d'Helsinki, 18.12.2013
- Titre du professeur: Docent de droit constitutionnel, Université de Turku, 22.04.2013

Prix et décorations

- Chevalier de Première Classe, l'ordre de la Rose Blanche de Finlande
- Prix de thèse, Fondation de l'Université de Turku, 2011
- Bourse ASLA-Fulbright, 1998

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

- **Juge, Cour administrative suprême, 1.1.2020-**
- Juge ad hoc, Cour européenne des droits de l'homme 2023-2026. J'ai agi en tant que juge ad hoc dans l'affaire Toivanen c. Finlande, n° 46131/19, le 9 novembre 2023
- Membre du Tribunal national de non-discrimination et d'égalité 2015–2020

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- Expert constitutionnel pour la Commission de la loi constitutionnelle du Parlement de Finlande

La Commission de la loi constitutionnelle du Parlement de Finlande émet des avis sur la constitutionnalité des propositions législatives et d'autres questions soumises à son examen, ainsi que sur leur relation avec les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Dans le système constitutionnel finlandais, ce comité a la principale autorité en matière d'interprétation constitutionnelle. Tout au long de ma carrière, j'ai fourni à la commission plus de 200 avis d'expert sur la relation entre les propositions législatives et les droits fondamentaux et humains. Ces avis ont couvert pratiquement tous les domaines juridiques, y compris le droit de l'Union européenne. Avant ma nomination à la Cour administrative suprême, j'étais l'un des six experts constitutionnels régulièrement consultés par la Commission de la loi constitutionnelle.

- Directeur du programme de master en Droit et Société Numérique, 2017–2019. Université de Turku, Faculté de Droit. Le programme était enseigné en anglais.
- Vice-président du Conseil de formation judiciaire, 1.1.2022–31.12.2026.
- Expert permanent, Groupe de travail du ministère de la Justice pour la réforme de la loi de transparence des activités gouvernementales, 2021–2023.
- Rédacteur en chef, Oikeus, 2011–2012. «Oikeus» est une revue juridique évaluée par des pairs classée comme une publication scientifique de premier plan (niveau 2) en Finlande.
- Co-fondateur et rédacteur en chef, Perustuslakiblogi [Blog de droit constitutionnel] 2013-2020. Le blog est destiné aux professionnels et au grand public. Il traite des questions d'actualité en droit constitutionnel et en droit des droits de l'homme.
- Association finlandaise de droit constitutionnel, membre du conseil d'administration 2010-

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Adhésions d'experts à des réseaux de droits de l'homme

- Membre expert du réseau de recherche multidisciplinaire de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRANET) 2011–2020.
- Membre expert de l'équipe nationale du réseau d'experts juridiques de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRALEX) 2009–2011.

Conférences, présentations publiques et séminaires

- Modérateur du panel «Tendances et avenir» dans «Le système européen des droits de l'homme – Passé, présent et futur». Séminaire à la mémoire du juge Matti Pellonpää, Helsinki, 28.10.2022.
- Plusieurs conférences internationales et finlandaises sur les intrusions dans les droits de l'homme, notamment dans le contexte de la surveillance, 2014-2018 à l'Institut universitaire européen, à l'Université de Turku et à l'Université d'Helsinki.
- Des dizaines de conférences publiques sur les avancées de la culture finlandaise des droits de l'homme, le rôle des tribunaux dans la protection des droits fondamentaux et des droits de l'homme, le dialogue sur les droits fondamentaux et les droits des migrants irréguliers, 2010-2019.
- Enseignant responsable et conférencier dans des cours sur les droits européens et les tribunaux européens, les droits fondamentaux, la protection des données et les droits numériques, Université de Turku, 2010-2019.

Direction de projets de recherche en droit des droits de l'homme et droits fondamentaux

- Chercheur principal, «Sécurité législative et impact des droits européens et constitutionnels», Académie finlandaise, 2015-2018.
- Chercheur principal, projet pilote sur les indicateurs des droits de la personne. Activités d'analyse, d'évaluation et de recherche du gouvernement, 2015-2016.
- Chercheur principal, Droits fondamentaux en zones rurales, 2015-2016.

- Chercheur principal «Droits, sécurité et information. Les implications anticonstitutionnelles du nouveau constitutionnalisme sécuritaire», Académie de Finlande, 2012-2015.

Fonctions exercées dans une association de défense des droits de l'homme

- Ligue finlandaise des droits de l'homme, membre du conseil d'administration, 2014-2015.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Pas de fonctions publiques en dehors du pouvoir judiciaire.

b. Mandats électifs

Membre adjoint du Turku University Collegium, 2010-2013.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Pas de fonctions exercées dans un parti ou mouvement politique.

VI. Autres activités

Pas d'autres activités pertinentes.

VII. Travaux et publications

Mon dossier de publications comprend 70 publications scientifiques qui se concentrent sur l'application des droits constitutionnels et des normes internationales des droits de l'homme, le contenu de droits individuels spécifiques tel qu'interprété par le Comité du droit constitutionnel, la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour de justice de l'Union européenne et les tribunaux nationaux et la relation entre le droit national et le droit international. Vous trouverez ci-dessous une liste représentative de dix publications reflétant mon expertise dans ces domaines du droit en termes de forme, de fond et d'historique de publication.

- Lavapuro, Juha. Uusi perustuslakikontrolli [Le Nouveau Contrôle de Constitutionnalité]. Suomalainen lakimiesyhdistys, 2010. 299 pages. (Thèse de doctorat).
- Lavapuro Juha, Ojanen Tuomas, Scheinin Martin: Intermediate Constitutionalism – Good in theory, unworkable in practice. In Paris & Bell (eds.): Rights-Based Constitutional Review: Constitutional Courts in a Changing Landscape, Edward Elgar, 2016.
- Lavapuro, Juha, Ojanen Tuomas, Scheinin Martin: Rights-Based Constitutionalism in Finland and the Development of Pluralist Constitutional Review. International Journal of Constitutional Law (2011) 9 (2): 505-531.
- Tuori, Kaarlo ja Lavapuro Juha: Perusoikeuksien ja ihmisoikeuksien turvaamisvelvollisuus [Le devoir de protéger fondamentalement les droits et l'homme droits]. Dans Hallberg et al., Perusoikeudet, 2011, p. 809-820.
- Vanto, Johanna; Saarikkomäki, Elsa; Alvesalo-Kuusi, Anne; Lepinkäinen, Nea; Pirjatanniemi, Elina; Lavapuro, Juha: Collectivized Discretion: Seeking Explanations for Decreased Asylum Recognition Rates in Finland After Europe's 2015 "Refugee Crisis", The International migration review, 2022, Vol. 56 (3), p.754-779.
- Lavapuro, Juha: Euroopan ihmisoikeustuomioistuimen noudattamien tulkintaperiaatteiden kansallisesta sovellettavuudesta. [Sur l'applicabilité nationale des principes interprétatifs de la Cour européenne des droits de l'homme]. Defensor legis 4/2011.
- Lavapuro, Juha: Book review: Aida Torres Pérez: Conflicts of Rights in the European Union. A Theory of Supranational Adjudication. Oxford University Press. European Law Review, 2010.
- Thematic Legal Study on Assessment of Data Protection Measures and Relevant Institutions, Finland. Prepared for EU's Fundamental Rights Agency as a background material for EU-wide comparative analysis on Data protection. Available at <http://fra.europa.eu/sites/default/files/role-data-protection-authorities-2009-fi.pdf>. Préparé par Juha Lavapuro and Tuomas Ojanen.

- Lavapuro, Juha: Lavapuro, Juha: Menneskerettigheter i nordisk lovverk: Finland efter rättighetsreformen. Mennesker og rettigheter, 1997, Vol.15 (3).
- Lavapuro, Juha: Euroopan ihmisoikeussopimuksen etusijasta Suomen oikeusjärjestyksessä: tutkimus Euroopan ihmisoikeussopimuksen valtiosisäisestä asemasta sekä ihmisoikeusystävällisen tulkinnan mahdollisuuksista. [Sur la primauté de la Convention Européenne des droits de l'homme. Une étude sur le statut national de la Convention Européenne des droits de l'homme et les possibilités d'interprétation respectueuse des droits de l'homme]. (Thèse de licence). Université de Turku, 1994.

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
a. Première langue:									
Finnois	X			X			X		
b. Langues officielles:									
– anglais	X			X			X		
– français		X				X			X
c. Autres langues:									
Suédois	X				X				X
Allemand			X						

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat

Je confirme qu'il est de mon intention de suivre des cours intensifs de langue française à la fois avant et au début de mon mandat, si je suis élu juge à la Cour. Je participe actuellement à une formation linguistique intensive fournie par l'Institut Français de Finlande.

X. Autres éléments pertinents

Non.

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.